Projet de règlement grand-ducal

relatif à la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne de renforcement des forces de sécurité intérieures au Mali.

Avis du Conseil d'Etat

(4 avril 2014)

Par dépêche du 21 mars 2014, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a fait parvenir pour avis au Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous avis. Le texte du projet, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et européennes, était accompagné d'un exposé des motifs ainsi que d'une correspondance du Président de la Chambre des députés témoignant que la commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a approuvé l'initiative du Luxembourg de participer à la mission civile de l'Union européenne au Mali.

Considérations générales

Le projet sous rubrique se propose de régler la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne de renforcement des forces de sécurité intérieures du Mali. Cette mission est appelée à commencer début avril 2014 pour une durée de deux ans et se déroule parallèlement à la mission militaire EUTM Mali qui prévoit également une participation du Luxembourg, dont le projet de règlement grand-ducal et sa modification consécutive ont été examinés par le Conseil d'Etat en date des 5 février 2013 (doc. parl. n° 6536¹) et 18 juin 2013 (doc. parl. n° 6581¹).

Tout comme la mission militaire évoquée ci-dessus, la nouvelle mission civile visée par le projet de règlement grand-ducal sous avis s'inscrivent dans le cadre des dispositions de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

Conformément aux dispositions de la loi précitée, la commission compétente de la Chambre des députés a approuvé le projet sous rubrique en date du 3 mars 2014.

Le Conseil d'Etat verrait d'un bon œil d'être saisi plus tôt de ce type de projet, d'autant plus qu'entre la réunion évoquée de la commission compétente de la Chambre des députés et la date à laquelle la dépêche est arrivée au Conseil d'Etat, quelque dix-huit jours se sont écoulés. La demande de traitement prioritaire formulée par les auteurs du texte serait dès lors devenue superfétatoire.

L'objet principal du projet de règlement grand-ducal consiste à détacher un membre de la Police grand-ducale à la mission civile menée par l'Union européenne au Mali, un pays au bord de la guerre, pas uniquement civile. Il y va de la stabilité et de la sécurité non seulement du Mali, mais de

la totalité de la zone régionale jusqu'au Sahel. Actuellement, les autorités du Mali se trouvent dans l'impossibilité de garantir seules la sécurité intérieure. Dans ce contexte, la mission civile de l'Union européenne évoquée dans le projet sous avis vise à améliorer cette sécurité par une assistance et par des conseils proférés à la police, la gendarmerie et la garde nationale maliennes.

Le Conseil d'Etat approuve, quant au fond, le projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

Examen des articles

Préambule

Au premier visa, il y a lieu de citer l'intitulé complet de la loi servant de base au projet de règlement grand-ducal sous rubrique. Ce visa se lira dès lors comme suit :

« Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ; ».

Par ailleurs, le terme « Députés » est à écrire avec une lettre initiale minuscule.

Article 1^{er}

Etant donné que le bout de phrase « prévu initialement pour la durée de deux ans » est dépourvu de caractère normatif, le Conseil d'Etat suggère de reformuler l'article sous avis comme suit :

« **Art. 1^{er}**. Le mandat de la mission civile de l'Union européenne au Mali dure du mois d'avril 2014 jusqu'au mois d'avril 2016. Le Luxembourg y participe à partir du lancement de la mission jusqu'à la fin du mandat. »

Articles 2 et 3

Sans observation.

Article 4

Le futur étant à éviter dans les textes normatifs et l'emploi de parenthèses étant à proscrire, l'article sous avis est à rédiger comme suit :

« **Art. 4**. Le membre de la Police grand-ducale accomplit sa tâche en relation avec le mandat de la mission qui est axé sur des activités de conseil et d'entraînement aux forces de sécurité intérieure du Mali, comprenant la police, la gendarmerie et la garde nationale. »

Article 5

A la première phrase de l'article sous avis, le Conseil d'Etat propose d'écrire : « Pour la durée de la mission [...] ».

Articles 6 à 8

Sans observation.

Article 9

Il y a lieu de citer l'intitulé complet de la loi dont question, en l'occurrence la « loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ».

Article 10

Le Conseil d'Etat se demande quel ministre les auteurs visent par « ministre compétent ».

Article 11 (11 et 12 selon le Conseil d'Etat)

Le Conseil d'Etat préconise de prévoir l'entrée en vigueur dans un article à part, de sorte que les dispositions finales se liront comme suit :

« **Art. 11.** Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Mémorial.

Art. 12. Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes et Notre Ministre de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial. »

Ainsi délibéré en séance plénière, le 4 avril 2014.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen